

18 novembre 2022 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# DISCOURS DU PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE AU SOMMET DES DIRIGEANTS ÉCONOMIQUES DE L'APEC

Merci beaucoup pour ces propos. Vous avez fait une jolie description de la France et de notre leadership, et vous avez mieux que ce que je puisse faire moi-même.

Vous êtes sans doute nombreux à vous demander pourquoi un Président français participe à un sommet de l'APEC ? Et je comprends tout à fait ce point de vue pour être juste. Alors, premièrement, c'est grâce à l'invitation du Premier ministre de Thaïlande. Donc permettez-moi tout d'abord d'adresser à mon cher ami et à la présidence thaï mes remerciements pour cette invitation, car j'ai effectivement l'honneur d'être le premier président européen à être invité à un sommet de l'APEC, ce qui est formidable. J'y lis un message de confiance et d'amitié, ce qui est très important. Par ailleurs, je souhaiterais ici rappeler la vérité car nombreux sont ceux qui ignorent que la France n'est pas uniquement, bien évidemment, un pays européen, mais également un pays de l'Indo-Pacifique. J'ai conçu cette stratégie lors d'un déplacement en Inde en 2018, et en Australie la même année, puis au Japon en 2019. Mais c'était une façon tout simplement de réconcilier la double réalité de notre pays car certes, lorsque l'on regarde la carte, la France est en Europe, c'est exact. Mais grâce à ses territoires d'outre-mer, la France est autre chose. Nous sommes présents dans les Caraïbes, nous sommes présents dans l'Indo-Pacifique, et nous avons plus d'un million de concitoyens dans ces régions. Nous avons en effet tous ces concitoyens grâce à la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, Wallis-et-Futuna, l'Île de la Réunion, Mayotte et de fait, la France est le deuxième domaine maritime au monde, avec quelques 11 millions de kilomètres carrés grâce à cette présence, et principalement grâce à notre empreinte dans l'Indo-Pacifique. C'est probablement également l'une des deux raisons pour lesquelles je suis présent ici devant vous.

J'ai été invité en ces circonstances particulières, à m'adresser à vous sur le thème de la navigation. Comment naviguer dans ce monde turbulent ? Alors d'autres auraient pu sans doute en parler, peut-être même mieux que moi, mais avant d'en venir aux défis et aux réponses que nous avons en ces temps, permettez-moi de vous dire à quel point ce sujet et ce moment précis font qu'il est très important d'y répondre dans cette région. Car d'une certaine façon, les économies de l'APEC sont la matrice de la mondialisation. Nous l'avons vu au cours des trois dernières décennies au moins et durant la crise de la Covid, ces économies ont été très impactées. Et de fait, la région représente les hubs essentiels du commerce international. Singapour, Shanghai, pour n'en mentionner que deux, sont des ports essentiels, le détroit de Malacca, qui concentre un tiers du trafic mondial de chaque jour. Tout ceci a très largement contribué au partage de la prospérité en Asie et dans le Pacifique. Et je dois dire que cette région est un modèle d'intégration régionale. C'est l'une des régions qui a très largement contribué à la réduction de la pauvreté et ouvert les portes à la prospérité. Ce succès collectif a été rendu possible par le fait que le commerce international était régulé par des règles communes, par des institutions et c'est exactement ce que l'APEC partage avec l'Union européenne, ce que nous avons en commun : l'intégration régionale, des règles communes.

Après des décennies de croissance, qu'en est-il aujourd'hui ? Nous sommes probablement à un tournant, sans doute face à au moins trois défis. Je vais essayer de ne pas être trop long. J'aurais pu ajouter de nombreux autres défis, mais je me concentrerais sur ces trois-là. Le premier, manifestement, est cette accumulation de crises, et pour continuer à filer cette métaphore marine, je dirais que nous traversons une tempête en mer. Tout d'abord, la guerre. L'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, quelques mois à peine après la fin de la pandémie de Covid, eh bien, cette guerre n'est pas juste une crise régionale. C'est une crise mondiale qui en résulte. Je peux comprendre que pour certains dirigeants du monde, certains dirigeants d'entreprises aussi, elle semble très loin. Je comprends parfaitement que cette guerre s'ajoute à de très nombreuses tensions : les tensions et les difficultés avec la Corée du Nord qui pèsent tant sur la région, les tensions entre les deux grandes puissances, la confrontation dans la mer de Chine méridionale.

Mais ce qui fait que cette guerre est différente, c'est premièrement le fait qu'il s'agit d'une agression à l'encontre des règles internationales. Tous nos pays, tous les pays membres de l'APEC profitent d'une stabilité qui émane de la Charte des Nations unies, de ses règles, de la décision que nous avons prise de respecter, de suivre des règles communes telles que la souveraineté, l'intégrité de nos territoires, de nos frontières. Et si l'on accepte qu'un seul pays puisse décider de s'en affranchir, d'enfreindre ses règles, tout simplement parce que ce pays est ou semble plus fort, eh bien, c'est la fin de la stabilité pour qui que ce soit de par le monde. Il n'y a aucune stabilité possible, aucune paix à moins de respecter ces règles et à moins d'un respect mutuel.

Bien sûr, cette guerre s'ajoute à d'autres crises, la crise énergétique. Et nous voyons bien également, l'importance de cette région sur les marchés du gaz et du pétrolier. Une crise alimentaire d'abord, les céréales et puis les engrais. Tout ceci a contribué à déstabiliser l'Europe, le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Asie. Mais c'est la raison pour laquelle cette guerre est une telle crise mondiale. J'évoquerai les solutions, et cette guerre, de surcroît, a éclaté précisément au moment où le monde était déjà très perturbé par la crise et la Covid, qui a brisé nos chaînes de valeurs, isolé tant de régions et mis à mal la coopération entre les différentes régions du monde. C'est le premier défi auquel nous sommes confrontés.

Le deuxième défi qui s'y ajoute est la confrontation croissante que nous observons de par le monde, et le fait que notre ordre mondial a commencé à dysfonctionner avant même cette guerre. Et je pense que ce défi est immense pour nous tous, y compris en particulier dans cette région. Selon moi, il y a un lien clair avec ce qui se produit du fait de la guerre : le risque est celui d'une fracture mondiale. Encore une fois, la stabilité résultait de notre commerce mondial, de notre approche mondiale, de notre souhait de partager la prospérité entre tous. Tout cela grâce aux règles communes. Mais maintenant du fait de cette confrontation entre les principales économies, nous avons commencé à observer des dysfonctionnements. Des dysfonctionnements au sein de l'OMC également, dysfonctionnements de fait de divergences dans les approches, les réponses à apporter à ces grands défis, les normes et les différences. Nous avons commencé à observer une rivalité dans la façon de gérer tout cela et ceci a bloqué le bon fonctionnement des Nations unies, accru les tensions dans cette région et créé une confrontation, une série de confrontations de par le monde. C'est la raison pour laquelle ces deux principaux défis sont clairement liés, imbriqués car le grand risque de cette guerre est d'ajouter à cette fracture, à cette division entre les deux parties du monde, et d'exercer une pression sur les pays divers et variés pour leur demander de choisir entre la Chine et les États-Unis. Car nombreux sont ceux qui, finalement, aimeraient ne voir que deux grandes puissances, deux camps de par le monde et c'est une grave erreur, même pour les États-Unis et la Chine. Nous avons besoin d'un unique ordre mondial, unique.

Le troisième grand défi, bien évidemment, est celui du changement climatique. Le changement climatique est un défi pour nous tous. Nous avons eu de la chance de convenir en 2015, grâce à l'Accord de Paris, une stratégie commune. Maintenant, le moment est venu de l'exécuter, mais c'est difficile car nous avons tout un programme, un immense programme pour le changement climatique et la biodiversité. Nous avons commencé à le mettre en œuvre et comme cela a été rappelé il y a quelques minutes, en Europe avec notre Green Deal, le Pacte vert, qui est une énorme transformation pour laquelle nous avons beaucoup œuvré, qui fixe un certain nombre de règles pour réduire de 55 % nos émissions d'ici 2030 et de parvenir à la neutralité carbone d'ici à 2050 en Europe. Mais le monde entier doit être à la manœuvre pour permettre de respecter cet objectif de limitation à plus 1,5°C du réchauffement climatique, car c'est une question de durabilité et d'équité. Et c'est une question, dirai-je, qui n'est pas l'ennemie de la communauté des affaires. C'est au contraire une façon de permettre aux dirigeants d'entreprises, d'œuvrer et de montrer qu'ils sont également des citoyens de ce monde. Ce qu'il nous faut faire maintenant, c'est précisément agir de concert avec le secteur privé afin de résoudre ensemble ces défis, fixant des règles mondiales, liant les organisations régionales, et la coopération entre les secteurs public et privé pour résoudre ces problèmes communs.

Voilà, la façon dont je résumerai ces trois principaux défis. Bien sûr, je pourrais en ajouter de nombreux, mais voilà où nous en sommes et la description que je ferai de ce monde turbulent.

Alors comment naviguer ? Comment répondre à ces défis clés ? J'ai commencé à ébaucher quelques solutions, peut-être apporté quelques notes d'espoir grâce à notre stratégie. Alors, si nous souhaitons agir ensemble, que voulons-nous dans ces temps de changements ? Tout d'abord, nous voulons de la croissance, car c'est la seule façon d'apporter la prospérité à nos populations, de résoudre la pauvreté, et de fournir des opportunités aux classes moyennes. Et le défi est le même ici et en Europe. La crise en Europe, soyons clairs, est une crise de classe moyenne, de manque d'opportunités pour nos classes moyennes. Nous avons donc besoin, premièrement, de croissance. Deuxièmement, encore faut-il que cette croissance soit durable pour répondre aux défis du changement climatique. Troisièmement, cette croissance doit répondre aux défis de la transition démographique. Vos pays sont nombreux à encore bénéficier des dividendes de la croissance démographique grâce à leurs jeunesse. Mais d'autres, comme nos pays, sont confrontés au vieillissement de leur population. C'est ce qui se passe actuellement en Europe avec, certes, de nouvelles opportunités économiques, mais il nous faut néanmoins rétablir, rééquilibrer nos modèles économiques, nos modèles sociaux pour répondre à ces questions. Et c'est la raison pour laquelle cette croissance doit être inclusive afin de répondre également aux inégalités et aux risques d'instabilité.

Alors, pour répondre à ces objectifs dans cette époque difficile et compte tenu des trois défis que j'ai évoqué, nous avons besoin tout d'abord de stabilité, d'investissement, de former des talents et de recherche et d'innovation. C'est absolument essentiel. C'est la raison pour laquelle, ce que nous allons essayer de faire, c'est de fournir ou de contribuer, avec beaucoup d'humilité et de bonne volonté, à une stratégie mondiale et régionale pour parvenir à ces objectifs, pour répondre à ces défis, avec énormément de coopération avec tous.

La première façon de parvenir à ces objectifs, c'est bien évidemment la paix et la stabilité. C'est la raison pour laquelle le tout premier objectif de la France dans cet environnement est de contribuer à la paix, bien évidemment la paix en Ukraine, et essayer d'obtenir, de lancer une dynamique commune pour exercer une pression sur la Russie afin qu'elle vienne à la table des négociations, et respecte l'ordre international. Et peut-être avez-vous observé que depuis quelques mois, la France est concentrée, non seulement afin de soutenir l'Ukraine, ce que nous continuerons à faire, mais également pour travailler très étroitement avec différents pays comme la Chine, l'Inde, toute la région, le Moyen-Orient, l'Afrique, l'Amérique latine afin de créer un consensus de plus en plus grand pour dire : cette guerre n'est pas uniquement votre problème. Elle engendre énormément de déstabilisations. Mettons un terme à la guerre, respectez l'ordre international, vous, Russie, revenez à la table des négociations, car il nous faut tous ensemble pouvoir travailler sur les questions de déstabilisation, d'économie, etc. Donc, le moment n'est certainement pas venu de mener une nouvelle guerre que je qualifierai de néocoloniale dans la région. C'est ce qu'ils font et c'est une énorme erreur.

Construire la paix et la stabilité est essentiel et restera notre tout premier objectif. Par ailleurs, afin de naviguer en ces temps difficiles, nous souhaitons également répondre et réparer les conséquences de la guerre. Il nous faut gérer la crise alimentaire. Nous avons donc créé ces corridors de solidarité afin de permettre d'exporter de la région énormément de céréales. 60 % des céréales exportées sont parvenues à l'Afrique, au Moyen-Orient grâce à ces corridors de solidarité mis en place par l'Union européenne et le reste des céréales a pu sortir grâce à l'Initiative de la Mer Noire, supervisée et mise en place avec l'aide du Secrétaire général des Nations unies. Alors, bien sûr, nous souhaitons également pouvoir augmenter la production dans les différentes régions du monde, faire en sorte qu'un certain nombre de pays soient moins dépendants en termes d'engrais notamment. Nous y travaillons avec le FMI et la Banque mondiale.

Deuxièmement, comment apporter de nouveaux équilibres, une plus grande stabilité au niveau régional ? C'est ce que nous avons essayé de faire ces dernières années et ce qui sera notre défi en Europe pour les années à venir, c'est préserver l'ordre régional afin de prévenir les guerres, générer plus de croissance, d'investissements pour répondre au changement climatique. Voilà ce sur quoi nous devons travailler, avec vous dans la région Indopacifique. Créer un ordre régional, durable, afin que cette situation soit tenable et c'est précisément l'ADN, dirais-je de notre stratégie Indopacifique. Il y a quelques jours, j'ai employé une métaphore en disant que nous étions dans une jungle. Alors permettez-moi de mettre de côté cette métaphore de navigation pour tourner vers celle-ci. Nous sommes dans la jungle et il y a deux éléphants de plus en plus agités et s'ils sont trop agités, ils commencent à se battre et toute la jungle en souffrira. Ils ont besoin de la coopération d'un grand nombre d'autres animaux, les tigres, les singes, tous. Et c'est exactement ce en quoi nous croyons. Notre stratégie Indopacifique consiste à apporter un équilibre dynamique. Comment contribuer à une espèce de stabilité d'équilibre qui ne peut être l'hégémonie entre les mains d'un seul, la confrontation entre deux grandes puissances. Un équilibre dynamique, telle est la philosophie que nous souhaitons promouvoir dans la région et je pense que c'est la meilleure façon de répondre aux défis que j'évoquais.

Cela signifie qu'une autre philosophie pour l'Indopacifique, dans l'Indopacifique, repose sur la souveraineté, la liberté de la souveraineté, comme le disait mon ami Malcolm TURNBULL. Cela signifie que tous les membres de la région doivent se respecter les uns les autres. Certes, vous êtes en concurrence, nous voulons tous gagner, mais à un moment donné, chacun respecte la souveraineté de l'autre car elle est au cœur de la stabilité. Notre stratégie Indopacifique repose sur la coopération économique, la stabilité stratégique, le respect de l'ordre international et de la souveraineté et l'aptitude à obtenir des résultats concrets sur le changement climatique et la biodiversité. C'est la raison pour laquelle ce que nous avons signé hier avec le Premier ministre de Thaïlande sur la coalition pour la préservation de la biodiversité notamment, est essentielle, pour vous comme pour nous.

Troisièmement, après la paix et la stabilité, un nouvel ordre régional, nous voulons également être partie à ce nouvel ordre mondial. J'ai évoqué les grands risques de fragmentation de notre monde. Au cours des dernières décennies, nous avons un ordre mondial unique. Il nous faut le restaurer. Il nous faut travailler dur pour avoir des règles communes, mondiales, commerciales et pour l'environnement. Nous avons besoin de reconstruire un multilatéralisme efficace et nous avons besoin de travailler dur contre la mise en place, en parallèle, de différentes formes de multilatéralisme car le résultat en serait la fragmentation du monde et ceci mettrait à mal toutes les opportunités d'investissement et la croissance. Nos règles doivent être mondiales en termes de coopération également. Alors, ce qu'il nous faut faire, c'est travailler dur avec tous les pays de la région et bien évidemment avec toutes les régions, pour reconstruire une OMC efficace, afin de la renforcer tout comme l'OMS, comme nous l'avons fait durant la pandémie et concevons notre ordre mondial également en termes de solidarité Nord-Sud et c'est la raison pour laquelle j'en appelle à une réforme essentielle de la Banque mondiale et du FMI à cette fin.

Quatrième et dernier point : il nous faut réformer, dirai-je l'ADN de nos économies et changer également dirai-je l'économie mondiale, le capitalisme. Bien sûr, dans votre région, il y a de nombreuses organisations politiques différentes, des modèles différents, mais vous avez néanmoins tous opté pour le capitalisme dans le commerce et nous avons besoin de faire en sorte qu'il soit, dans son ADN, plus inclusif, plus coopératif, et c'est la raison pour laquelle nous avons lancé toutes ces réformes en France. Tel est précisément le programme que

la raison pour laquelle nous avons lancé toutes ces réformes en France. Ici est précisément le programme que nous avons pour l'Union européenne. Mais c'est un programme à partager avec les dirigeants d'entreprises. En résumé, en ces temps de folie, de tempêtes, on ne peut pas changer la mer, il faut renforcer le navire, partager les cartes et fixer le cap avec les différents participants, les différents navigateurs. C'est ce qu'il nous faut faire. Ensemble il nous faut construire une organisation dans laquelle nos entreprises, nos économies tiennent compte dans leurs stratégies d'investissement, du changement climatique, de la biodiversité.

Cela signifie qu'il nous faudra réorganiser notre organisation, nos normes, notre façon d'apprécier nos projets d'investissement. Nous avons commencé à le faire en Europe avec le Pacte vert et nous souhaitons également y contribuer dans la région en adoptant de nouvelles normes ensemble. C'est une nécessité, si vous voulez connaître mon point de vue personnel. Alors, cela ne signifie pas qu'il faudrait réduire le niveau d'investissement, au contraire. Il ne s'agit pas d'imposer des contraintes aux entreprises, mais il s'agit d'accroître les synergies et la coopération entre les entreprises, les chefs d'entreprises, les citoyens, les dirigeants.

Permettez-moi de prendre un exemple concernant le changement climatique et de faire référence à ce que l'on appelle les partenariats JET-P pour une transition environnementale juste. Il y a des stratégies, bien sûr, en Europe, en France et ailleurs pour réduire les émissions. Et pour ce faire, il nous faut nous débarrasser du charbon. Si nous parvenons à avoir une stratégie de croissance sans le charbon, nous aurons réussi. Alors, ce que nous avons décidé de faire il y a un an ; en marge de Glasgow, c'est convenir d'une approche pays par pays. C'est une nouvelle organisation. Regardons donc ces grandes économies émergentes. Regardons, tournons-nous vers tous les donateurs, tous ceux qui veulent financer cette transition. Nous avons conçu une stratégie au niveau des différents pays. Nous avons d'ores et déjà conclu un accord avec l'Afrique du Sud en faveur d'une transition pour sortir du charbon et passer au nucléaire. Nous l'avons bien fait il y a quelques jours, avec l'Indonésie également. Il nous faut mettre en place ce type de stratégie avec vos pays. Nous débarrasser du charbon est essentiel et cette stratégie énergétique, en faveur des renouvelables, de l'énergie nucléaire, je sais que parfois ce sujet peut être controversé et sensible sur le point de vue politique et je le respecte.

Mais permettez-moi de vous dire que la meilleure façon d'avoir une énergie faible en carbone et sans risque d'interruption reste l'énergie nucléaire. Donc les renouvelables, le nucléaire, mais également des moyens de réduire notre consommation et de stocker l'énergie, voilà ce qu'il nous faut développer dans votre région. Si vous souhaitez développer ce type de stratégie, vous avez besoin d'une plus grande collaboration entre les dirigeants d'entreprises, les gouvernements et le reste du monde. C'est exactement la façon de développer cette approche multipartenaire et de répondre au défi climatique, et c'est ce que nous souhaiterions faire avec vos économies.

Je ne vais pas garder la parole plus longtemps. J'aurais déjà voulu faire plus court. Mais pour terminer, permettez-moi de vous dire qu'en France, nous avons adopté un grand nombre de réformes ces dernières années. Parfois, vous entendrez dire que les choses vont mal, sont difficiles en France, mais c'est le cas partout. La France dispose de nombreux atouts, et ce qui fait que notre pays est assez spécial, c'est que les Français sont très fiers, -parfois, peut-être un petit peu trop, voire un peu arrogants-, mais de fait, nous doutons beaucoup de nous-mêmes, parfois trop probablement. Néanmoins, je pense que nous pouvons avoir confiance en notre avenir car la France dispose de nombreux atouts pour lutter dans ce monde et parvenir à des résultats.

Nous avons un très bon système énergétique, précisément fondé sur les renouvelables et le nucléaire ; une énergie accessible à bas coût, peu carbonée. Nous avons un modèle social très fort. Nous adoptons énormément de réformes pour réduire le coût du travail, le coût du capital, pour faciliter également notre quotidien et avons de nombreux emplois sociaux. Vous l'avez dit, nous avons connu une reprise plus rapide que dans la plupart des autres pays européens à la suite de la Covid. Et puis, nous avons beaucoup de créativité, qu'il s'agisse de la littérature ou un tas d'autres domaines : la gastronomie. Nous sommes les premiers dans l'investissement en Europe, dans les startups, en technologie et nous avons été les premiers ces trois dernières années.

Mon message est de vous dire que, en ces temps tumultueux, c'est un très bon moment pour investir en France, en particulier investir dans la France, ici, dans votre région. Comme je vous l'ai dit, la France, de toute façon, fait partie de la région. Donc, non seulement mon invitation n'est pas uniquement d'investir dans la France, en Europe, mais également en Calédonie, à la Réunion, en Polynésie. Tous ces territoires qui sont essentiels présentent énormément d'opportunités. Mais soyez sûrs que nous continuerons à travailler dur dans les années à venir pour mettre en place une stratégie pour l'avenir. J'ai fixé cette stratégie 2030 avec énormément de réformes du domaine de l'énergie, le quantum, les nouvelles technologies, une stratégie pour notre pays et pour notre continent.

Nous allons continuer à travailler dur pour renforcer l'Europe, pour qu'elle soit coopérative avec le monde entier et nous continuerons à travailler dur pour rester au cœur de cette région et pour être un partenaire fiable,

humble et cohérent. Car je pense que, en ces temps difficiles, ce dont nous avons besoin est de partager notre stratégie, faire preuve d'une grande transparence dans la gestion de la réponse à ces défis et de coopérer. Je suis certain que la seule façon d'avoir une partie de jeu de gagnant-gagnant est d'accepter que tous les membres d'une région et toutes les régions du monde puissent contribuer à rendre le monde meilleur. Nous ne croyons pas en l'hégémonie, nous ne croyons pas en la confrontation. Nous croyons en la stabilité, en la coopération, en l'innovation commune et en l'obtention de résultats concrets et positifs pour tous nos peuples partout.

Je vous remercie de votre attention et vous pouvez compter sur la France ! Merci.